VILLE LES AVIRONS

Vers un territoire durable

Extrait N° 2 / du procès-verbal des délibérations du Conseil Municipal

---

Séance ordinaire du 03 mars 2023

L'an deux mil vingt-trois, le 03 mars à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune des AVIRONS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Éric FERRERE, Maire.**

NOTA :

Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie le

07 MARS 2023

que la convocation du Conseil a été faite le **22 février 2023** et que le nombre des membres en exercice étant de **33**, le nombre des membres présents est de **24**.

Le Maire

MAIRIE DES AVIRONS ★ ILE DE LA REUNION ★

Eric FERRERE

Présents : M. Éric FERRERE – M. Alphonse HOARAU – Mme Line Rose BAILLIF – M. Jean Daniel DENNEMONT – Mme Christelle ETHEVE-VADIER – M. Fabrice PAYET – Mme Reine Claude ROPAULD LENCLUME – M. Frédo FERRERE – Mme Nadia ROCHE LESQUELIN – M. Jean Hugues LESQUELIN – M. Pierrot CANTINA – Mme Nathalie CALTEAU – M. Jean Max ROPAULD – Mme Marcella MAZEAU – Mme Lise Marie DANDIN – Mme Christine BARET – M. Laurent LENCLUME – Mme Julia DUBOURG BEGUE – M. Stéphane VARCOURT – Mme Julie Rose MEZINO – M. Emile PERMALNAICK – M. René VLODY – Mme Colette ANELARD CADERBY – Mme Suzette RIVIERE.

Procurations : Mme Suzie CUVELIER a donné mandat à M. Frédo FERRERE – **Mme Marie Hélène RIC QUEBOURG** a donné mandat à M. Pierrot CANTINA – **M. Bruno CORÉE** a donné mandat à Mme Line Rose BAILLIF – **M. Jean Christophe HOAREAU** a donné mandat à M. Alphonse HOARAU – **Mme Annick SEVERIN** a donné mandat à Mme Suzette RIVIERE – **Mme Roseline LUCAS** a donné mandat à Mme Colette ANELARD CADERBY – **M. Raphaël RIVIERE** a donné mandat à M. René VLODY.

Absents : Mme Séverine MARA – M. Paul FORT.

Secrétaire : Le Maire propose la candidature de **Madame MEZINO Julie Rose** comme **secrétaire de séance.** Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'unanimité, **MEZINO Julie Rose** est désignée pour en assurer les fonctions.

❖ *M. Laurent LENCLUME et Mme Julia DUBOURG BEGUE arrivent à la mise en discussion de cette affaire.*

& &
&

AFFAIRE N° 2 / Orientations budgétaires 2023

- Compte principal

L'article 2312-1 du CGCT amendé par la loi NOTRE du 07 août 2015 stipule que dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat et la délibération doit faire l'objet d'un vote de l'assemblée délibérante.

En outre, dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport doit comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Doit y figurer notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations et du temps de travail.

Par ailleurs, la loi du 22 janvier 2018 précise que le débat d'orientation budgétaire doit préciser les objectifs concernant :

- *L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;*

- *L'évolution du besoin de financement annuel.*

La délibération doit être transmise, en sus du représentant de l'Etat, au président de l'EPCI.

Dans ce cadre, pour l'année 2023, le Conseil Municipal est appelé à débattre de ce rapport pour les différents comptes de la Commune.

RAPPORT D'ORIENTATIONS 2023

COMPTE PRINCIPAL

A. Quelques données démographiques statistiques sur la Commune *(source INSEE)*

La population légale totale au **1er janvier 2020** entrée en vigueur au 1/01/23 s'établit à **11 680** habitants.

Densité de la population (nombre d'habitants au km²) en 2019	435,5
Superficie en km²	26,3
Variation de la population : taux annuel moyen entre 2013 et 2019, en %	0,3
Nombre de ménages en 2019	4 539
Naissances domiciliées en 2021	157
Décès domiciliés en 2021	62
Nombre total de logements en 2019	5 186
Part des résidences principales en 2019, en %	87,70
Part des résidences secondaires (y compris les logements occasionnels) en 2019, en %	3,2
Part des logements vacants en 2019, en %	9,1
Nombre de ménages fiscaux en 2021	5016
Médiane du revenu disponible par unité de consommation en 2019, en euros	19 370
Taux de pauvreté en 2020, en %	27
Emploi total (salarié et non salarié)	4 172
Taux de chômage des 15 à 64 ans en 2018	25,9

B. Quelques éléments sur le contexte financier national

Pour rappel, après un rebond économique en 2021, le conflit en Ukraine et ses conséquences ont créé plusieurs chocs économiques auxquels la France a dû faire face en 2022.

En 2023, la croissance est estimée à 1 % (contre 2,5 % en 2022). L'inflation, quant à elle, s'établirait à 4,2 % en moyenne annuelle (contre 5,3 % en 2022). Ces prévisions économiques demeurent soumises à un fort aléa notamment en raison de l'évolution incertaine du conflit entre l'Ukraine et la Russie.

La loi de finances pour 2023 prévoit que les recettes fiscales et non fiscales de l'Etat seront de 359,1 milliards d'euros. Le déficit public en 2023 devrait être stable par rapport à l'année précédente et se conformer à l'objectif de -5% (soit 165 milliards d'euros). Le ratio de dépense publique serait de 56,6 % du PIB en 2023 contre 57,6 % en 2022. Le taux de prélèvements obligatoires baisserait également, passant à 44,9 % en 2023 contre 45,2 % du PIB en 2022. Le poids de la dette devrait également se réduire en 2023 pour s'établir à 111,2 % du PIB en 2023 contre 111,6 % en 2022.

.../...

La loi de finances pour 2023 doit permettre de réaliser plusieurs objectifs notamment :

✓ **La protection face à l'urgence énergétique et l' accélération de la transition écologique avec des mesures telles que** le maintien du bouclier tarifaire énergétique, l'*« amortisseur électricité »* pour permettre la prise en charge de 20 % des factures d'électricité pour les petites et moyennes entreprises, associations, collectivités et autres établissements publics qui ne pourraient bénéficier du bouclier tarifaire énergétique, la poursuite des incitations à la rénovation énergétiques des logements privés via les dispositifs *« MaPrimeRénov'Sérénité »* et *«MaPrimeRénov' »*, la création d'un fonds vert en vue de la (transition écologique).

✓ **Le soutien de l'emploi et des entreprises via notamment le** maintien à l'encouragement des embauches d'alternants, des mesures en faveur de la formation, la suppression sur deux ans de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), le prolongement des prêts garantis par l'Etat *« résilience »*, ces prêts ont pour objet d'aider les entreprises faisant face à un besoin de trésorerie en raison des conséquences du conflit entre l'Ukraine et la Russie.

✓ **Le soutien de l'Etat aux collectivités territoriales :** En masse, la loi de finances pour 2023 prévoit une augmentation de 1,1 milliards d'euros des concours financiers de l'Etat à destination des collectivités territoriales par rapport à l'année précédente. 430 millions d'euros sont également dédiés aux collectivités territoriales pour les aider à compenser les effets engendrés par l'inflation sur leurs dépenses de fonctionnement.

S'agissant des dotations, la DGF totale mise en répartition augmentera de 320 millions d'euros en 2023, soit une hausse de 1,7 % de l'enveloppe, hausse toutefois inférieure au taux d'inflation prévisionnel, avec :

- + 200 millions d'euros pour la dotation de solidarité rurale (+10,5 % par rapport à 2022) ;
- + 90 millions d'euros pour la dotation de solidarité urbaine (+3,5 % par rapport à 2022) ;
- + 30 millions d'euros pour la dotation d'intercommunalité (+1,8 % par rapport à 2022).

C. Le contexte financier communal

1. En dépenses :

1.1 L'effort de maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement doit se poursuivre :

L'élaboration du budget primitif 2023 s'inscrit dans le cadre de dotations de l'Etat en légère hausse (+1,7%). Cette hausse étant loin de correspondre au taux d'inflation, les charges générales et les dépenses de personnel doivent demeurer un point particulier d'attention.

Pour rappel, nos dépenses réelles de fonctionnement ont connu l'évolution suivante :

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
-1,54%	-0,02%	-0,45%	+10,69%	-4,53%	+1,19%	+7,91%

En 2022, l'évolution des dépenses connaît une hausse conséquente. Le poste charges générales demeure sensible avec une évolution de plus 10,50 %. Les dépenses de personnel évoluent notamment du fait des mesures gouvernementales re-valorisatrices de + 8,62 %.

1.2 La maîtrise de la dette via le suivi du ratio de désendettement

Depuis 2018, l'Etat souhaite contrôler l'opportunité du recours à l'emprunt effectué par les collectivités locales de manière à ne pas laisser dériver son impact sur les dépenses de fonctionnement. Il souhaite ainsi mesurer l'autofinancement dégagé en lien avec la maîtrise des dépenses. Ces objectifs s'appliquent aux communes de plus de 10 000 hab.

Ainsi, aux différents principes de :

- ✓ Vote en équilibre de chaque section ;
- ✓ Couverture du remboursement annuel des capitaux d'emprunt par les ressources propres ;
- ✓ L'estimation sincère des dépenses et des recettes.

Un 4ème principe financier est venu s'ajouter : le ratio de désendettement ou capacité de désendettement qui vise à dire en combien de temps une commune mettrait à rembourser toute sa dette si elle y consacrait l'intégralité de son épargne brute. Ce ratio se mesure de la façon suivante :

ENCOURS DE DETTE AU 31/12 (résultat mesuré en années) divisé par l'EPARGNE BRUTE

Pour rappel pour atteindre ces objectifs, l'Etat fixe les plafonds à ne pas dépasser. Il fixe une norme autour de l'endettement des communes. Ainsi, pour les communes, le seuil limite est de 11 ans et le seuil critique de 13 ans.

La moyenne 2022 de la commune des Avirons est de 6,38 années. Ce ratio est correct.

2. En recettes :

L'octroi de mer nous permet de bénéficier en fonctionnement d'un pourcentage prévisionnel de plus 0,64 % et de disposer d'une enveloppe au titre du FRDE de 351 395,00 euros.

La réforme de la taxe d'habitation s'applique pleinement en 2023 ; les recettes fiscales continuent donc à intégrer le mécanisme de correction qui tend à assurer la non perte de recettes par la Commune. S'agissant de l'évolution des bases, on peut escompter une hausse de + 4%.

Pour rappel, nos recettes réelles de fonctionnement ont évolué ainsi :

.../...

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
+4,8%	-6,35%	-3,94%	+4,58%	-1,53%	+10,77%	-0,86%

Synthétiquement, le contexte financier 2023 est très contraint, les perspectives ne sont pas bonnes du fait notamment des conséquences du contexte inflationniste.

Le budget 2023 va se construire sur les grandes lignes suivantes :

- ✓ **Un niveau d'endettement maîtrisé ;**
- ✓ **Une épargne nette qui se dégrade ;**
- ✓ **Des dotations en légère hausse ;**
- ✓ **Des bases fiscales tablées sur une évolution de 4 % sans augmentation des taux de taxes foncières ;**
- ✓ **Des dépenses de personnel à mettre en vigilance haute notamment du fait des surcoûts générés par les revalorisations diverses ;**
- ✓ **Des efforts continus pour contenir l'évolution des charges générales ;**
- ✓ **Une dynamique d'investissement moyenne de 8 millions d'euros.**

Les éléments cités ci-dessus nous conduisent aux perspectives chiffrées ci-dessous détaillées.

a. Rappel de la structure des comptes sur les exercices précédents et évolution budgétaire envisagée :

En dépenses réelles de fonctionnement :

ANNEES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Prov 2022	2023	2024	2025
Charges de personnel	8 438	8 591	8 714	8 783	8 808	8 899	9 090	9 873	10 780	11 380	11 721
Evolution	*6,64%*	*1,82%*	*1,44%*	***0,79%***	***0,29%***	***1,03%***	***2,14%***	***8,62%***	*9,18%*	*5,2%*	*3,00%*
Charges à caractère général (011)	2 925	2 786	2 705	2 671	2 921	2 396	2 663	2 943	3 066	3 225	3 321
Evolution	*-5,49%*	*-4,78%*	*-2,86%*	***-1,28%***	***9,41%***	***-18%***	***+11,14%***	***+10,50%***	***4,2%***	*5,2%*	*3,00%*
Atténuation de produit	247	205	232	206	295	289	294	300	300	300	300
Contingent et participations	360	369	351	338	331	354	492	448	401	410	420
Subventions versées (dont CCAS)	459	376	324	311	621	933	630	648	1 900	1 900	1 900
Charges exceptionnelles	146	55	51	**14**	**663**	**151**	**11**	**10**	10	20	20
CH Réelles de fonctionnement	12 575	12 381	12 379	**12 322**	**13 640**	**13 022**	**13 179**	**14 222**	**16 457**	**17 235**	**17 682**
Evolution	*2,10%*	*-1 ,54%*	*-0,02%*	***-0,45%***	***+10, 69%***	***-4,53%***	***+1,19%***	***+7,91%***	*+15,71%*	*4,72%*	*2,60%*

Les dépenses de fonctionnement en 2022 connaissent une hausse importante du fait du contexte de crise (augmentation des approvisionnements et mesures salariales compensatrices). En 2023, les répercussions sont toujours là avec un contexte inflationniste persistant. L'évolution des charges devra être contenue au travers de la maîtrise du volume des dépenses. La trajectoire proposée est basée sur une hausse maximale moyenne des charges réelles de 6,91 % (une fois déduit, l'effet transfert de charges du CCAS). Cet objectif devra, absolument, dans l'exécution être à la baisse, pour améliorer le niveau d'épargne nette.

.../...

En recettes réelles de fonctionnement

ANNEES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Octroi de mer	5 119	5 320	5 433	5 655	5 612	5 844	6 465	**6 907**	6 952	7 160	7 303
Evolution	*1,95%*	*4%*	*2,12%*	*4,09%*	*-0,77%*	*4,13%*	*10,61%*	***6,83%***	*0,64%*	*2%*	*2%*
Contributions directes *(avec compensations fiscales)*	2 099	2 166	2 231	2 349	2 491	2 597	2 725	**2 900**	3 016	3 106	3 199
Evolution	*6,28%*	*3,19%*	*3%*	*5,25%*	*3,49%*	*4,25%*	*4,93 %*	***6,42%***	*4,00%*	*3%*	*3%*
Taxes/ carburants	1 021	1 047	1 183	1 165	1 073	961	1 083	**1 083**	1 083	1 083	1 083
DSC	670	165	0	0	0	0	0	**0**	0	0	0
Autres impôts et taxes *(FPIC, Taxes mutations)*	470	743	615	566	607	476	628	**723**	750	750	750
S/T Impôts et taxes	**9 379**	**9 441**	**9 462**	**9 735**	**9 783**	**9 878**	**10 901**	**11 613**	**11801**	**12 099**	**12 335**
Evolution	*1,07%*	*0,66%*	*0,22%*	*2,89%*	*+0,49%*	*+0,97%*	*10,35%*	***6,53%***	*+1,62%*	*+2,52%*	*+1,95%*
Dotation forfaitaire	1 276	1 109	1 038	1 023	1 059	1 042	1 034	**1 034**	1 051	1 068	1 068
Evolution	*-13,32%*	*-13,09%*	*-6,84%*	*-1,44%*	*3,3%*	*-1,60%*	*-0,77%*	***0%***	*1,7%*	*1,7%*	*0*
Compensations contrats aidés	1 886	2 002	1 868	1 038	870	836	952	**1 044**	1 000	1 000	1 000
Evolution	*6,21%*	*5,80%*	*-6,69%*	*-44,44%*	*-16,18%*	*-4%*	*8,78%*	***0,9%***	*0%*	*0%*	*0%*
Autres recettes *(dont DNP, partic diverses, compensations)*	1 431	1 445	1 257	1 451	1 489	1 746	1 660	**1 792**	1 971	2168	2276
S/T Dotations et participations	**4 593**	**4 556**	**4 256**	**3 407**	**3 418**	**3 625**	**3 646**	**3 870**	**4 022**	**4 236**	**4 344**
Evolution	*7,66%*	*-0,81%*	*-6,58%*	*-19,96%*	*+0,3%*	*+19%*	*0,58%*	***0,61%***	*3,92%*	*5,32%*	*2,55%*
Redevances et recettes diverses (70+75+013)	**666**	**664**	**660**	**604**	**650**	**701**	**797**	**835**	**1 815**	**1 818**	**1 815**
Evolution	*-10,98%*	*48,32%*	*-0 ,6%*	*-8,48%*			*13,69%*	***0%***	*1,270%*	*0%*	*0%*
Recettes exceptionnelles	**26**	**663**	**107**	**26**	**606**	**31**	**670**	**6**	**30**	**30**	**30**
TOTAL RRF	**14 664**	**15 368**	**14 391**	**13 823**	**14 457**	**14 235**	**16 014**	**16 324**	**17 668**	**18 183**	**18 524**
Evolution	***2,39%***	***+4,80%***	***-6,35%***	***-3,94%***	***+4,58%***	***-1,53%***	***+10,77%***	***-0.86%***	***+8,23%***	***+2.917%***	***+1,87%***

.../...

S'agissant de 2022, la Commune a été contrainte du fait de la hausse du coût des approvisionnements et des nécessaires revalorisations des salaires. En 2023, le contexte inflationniste est toujours présent mais on espère un effet moins important sur nos charges. Les recettes en provenance de l'Etat devraient être en légère augmentation. Toutefois, l'évolution des charges de fonctionnement est beaucoup trop importante au regard des recettes et le risque est grand de se retrouver en épargne nette négative.

En termes d'analyse budgétaire, ces hypothèses nous conduisent à :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
D.R F	12 575	12 381	12 379	12 322	13 640	13 022	13 179	14 222	16 457	17 235	17 682
R.R F	14 664	15 368	14 391	13 823	14 457	14 235	16 014	16 324	17 668	18 183	18 524
Excédent brut de fonctionnement	2 089	2 987	2 012	1 501	817	1 213	2 835	2 102	1 211	948	842
Résultat financier (Pdt-ch)	-306	-293	-264	-268	-273	-237	-231	-213	-227	-280	-244
Epargne brute	1 783	2 694	1 748	1 232	544	976	2 604	1 889	984	668	598
Remboursement du capital de la dette	834	830	817	851	895	938	1 065	1 046	1 327	1 251	1 208
Epargne nette	949	1 864	931	381	-350	38	1 539	843	-343	-583	-610
Recettes propres d'investissement et subventions (hors 1068)	2 642	2 306	1 400	2 982	3 023	4 991	3 487	4 930	6 513	5 000	5 000
Marge d'autofinancement	3 591	4 170	2 333	3 363	2 673	5 029	5 026	5 773	6 170	4 417	4 390

La simulation montre qu'une fois le remboursement de la dette effectué, notre marge d'autofinancement se maintient uniquement si nous sommes sur un bon niveau des subventions des investissements.

En 2023, la prospective montre une chute prévisionnelle de l'épargne nette. Il nous faut économiser sur nos charges de fonctionnement pour retrouver une trajectoire équilibrée.

S'agissant de l'investissement, les réalisations et prévisionnels de réalisations sont les suivants :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dépenses d'investissement des chapitres 20,21,23 et 27	5 677	2 526	3 247	5 094	6 576	4 172	8 333	7 748	8 000	7 000	5 000

En recettes d'investissement, les prévisionnels proposés sont :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Produit des emprunts	647	1 500	1 376	2 171	1 739	1 473	936
Ressources propres (FCTVA, Taxe d'amenag, subventions) y/C RAR	1 401	2 982	3 023	4 991	3 487	4 930	6 513
Epargne	931	381	-350	38	1 539	843	-343
TOTAL recettes	**2 932**	**4 863**	**4 049**	**7 200**	**6 765**	**7 246**	**7 106**
Résultats de l'exercice (RI-DI)	**-315**	**-231**	**-2 527**	**3 271**	**4 272**	**2 289**	**894**
Résultats antérieurs	**2 679** *(2016)*	**2 364** *(2017)*	**2 133** *(2018)*	**-394**	**2 877**	**1 395**	**894**
Résultats finaux	**2 364**	**2 133**	**-394**	**2 877**	**1 395**	**894**	**0**

.../...

Le fonds de roulement est de nouveau en baisse. Il faut demeurer vigilant sur le programme d'investissements. L'épargne prévisionnelle étant négative, il sera compliqué de recourir à l'emprunt.

Pour 2022 :

Les restes à réaliser devraient s'élever :

- En dépenses à : 7 350 108,00
- En recettes à : 7 805 454,00

L'exécution en dépenses devrait s'établir :

- En investissement : les réalisations à 8 835 191,96
- En fonctionnement : 15 013 950,90

L'exécution des recettes devrait s'établir à :

- En investissement : 7 795 727,16
- En fonctionnement : 17 875 306,73

L'épargne brute devrait avoisiner les 1 890 788 euros.

L'épargne nette devrait être de l'ordre de 843 819 euros.

La section d'investissement devrait bénéficier d'un résultat affecté de 1 487 899 euros. Le résultat net disponible au BS devrait s'élever à 1 373 456 euros.

Perspectives à court terme

Il convient, pour 2023, de rétablir le niveau d'épargne. Ce maintien passe notamment par une gestion rigoureuse des effectifs communaux et des charges générales mais aussi par un confortement des recettes.

1. **S'agissant des effectifs communaux**

Pour 2023, la prospective prend en compte :

- ✓ Un recours strict aux contrats PEC œuvrant au sein des différents services. Le quota d'appel aux PEC doit se limiter à un maximum de 151 contrats pour l'année ;
- ✓ L'impact des mesures nationales notamment en termes de revalorisation des rémunérations ;
- ✓ La prise en compte de l'effet *« glissement, vieillesse, technicité »* ;
- ✓ Les compensations au regard des départs en retraite : 03 départs en cours d'année ;
- ✓ L'augmentation prévisionnelle des dépenses atteint plus de 9 %.

Pour rappel la structure des effectifs est la suivante :

	2016	2017	2018		2019	2020	2021	2022
Emplois titulaires	92 Dont 8 A 17 B 67 C	91 Dont 8 A 17 B 67 C	104 Dont 12 A 16 B 76 C		111 Dont 11 A 14 B 86 C	108 Dont 11 A 14 B 83 C	100 9 A 15 B 76 C	**102** 11 A 18 B 73 C
Non titulaires en CDI	44	40	27		18	23	19	18
Contractuels en CDD	20	32	39		47	49	58	**61**
Apprentis	4	3	2		0	0	0	**0**
Emplois d'avenir	29	19	2		0	0	0	**0**
PEC	158	142	156		140	130	148	**146**
TOTAL	347	327	330		316	310	325	**327**

En 2022, le temps de travail :

- ✓ Temps complet : **114** agents permanents et 69 non permanents
- ✓ Temps non complet : **138** agents non permanents et 6 permanents
- ✓ **1** agent titulaire en disponibilité, **1** agent titulaire en congé parental

En 2023, l'effectif global devrait atteindre un prévisionnel d'environ 338 agents (plus 6 contractuels, plus 5 PEC agents, plus 3 titulaires avec des mouvements notamment sur les départs en retraite (moins 3).

.../...

Budgétairement, la dépense présente les évolutions suivantes :

NATURE	LIBELLES	2016	2017	% EV. 17/16	2018	% EV. 18/17	2019	% EV. 19/18	2020	% EV. 20/19	2021	% EV. 21/20	2022	% EV. 22/21	2023	% EV. 23/22
6331	Versement de transport	108 134,00	108 491,00	0,33%	106 728,00	-1,63%	105 746,00	-0,92%	104 774,00	-0,92%	107 839,00	2,93%	123 395,00	14,43%	127 096,85	3,00%
6332	Cotisations versées au FNAL	27 055,00	27 143,00	0,33%	26 712,00	-1,59%	26 458,00	-0,95%	26 233,00	-0,85%	26 988,00	2,88%	29 598,00	9,67%	32 557,80	10,00%
6336	Cotisations CNFPT et CDG	54 860,12	65 698,70	19,76%	69 110,26	5,19%	68 532,28	-0,84%	58 359,02	-14,84%	78 096,29	33,82%	111 989,32	43,40%	155 348,99	38,72%
64111	Rémunération principale personnel titulaire	1 946 905,60	1 966 574,67	1,01%	2 112 444,59	7,42%	2 229 117,81	5,52%	2 402 694,41	7,79%	2 303 242,07	-4,14%	2 396 512,65	4,05%	2 623 338,28	9,46%
64112	NBI, supplément familial de trait.et ind. résidence personnel titulaire	64 496,04	60 317,98	-6,48%	67 600,17	12,07%	58 932,69	-12,82%	54 567,05	-7,41%	51 383,09	-5,83%	52 447,31	2,07%	53 758,49	2,50%
64118	Autres indemnités personnel titulaire	1 167 843,03	1 193 053,74	2,16%	1 301 607,08	9,10%	1 416 720,13	8,84%	1 540 998,45	8,77%	1 486 171,39	-3,56%	1 537 954,46	3,48%	1 584 093,09	3,00%
64131	Rémunérations du personnel non titulaire	1 134 922,68	1 249 942,98	10,13%	1 464 067,56	17,13%	1 325 356,43	-9,47%	1 312 219,25	-0,99%	1 540 218,54	17,38%	1 921 362,12	24,75%	2 203 498,33	14,68%
64162	Emplois d'avenir	467 595,33	420 801,85	-10,01%	154 855,48	-63,20%	15 211,68	-90,18%	0	-100,00%	0	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
64168	Autres emplois d'insertion	1 799 107,60	1 720 756,23	-4,36%	1 567 232,53	-8,92%	1 692 064,19	7,97%	1 507 397,44	-10,91%	1 546 311,50	2,58%	1 761 993,96	13,95%	1 988 193,35	12,84%
6417	Rémunérations des apprentis	36 698,08	31 527,01	-14,09%	18 966,13	-39,84%	13 090,32	-30,98%	0	-100,00%	0	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
6451	Cotisations à l'URSSAF	604 686,00	750 515,00	24,12%	787 219,00	4,89%	763 670,00	-2,99%	774 336,00	1,40%	836 057,00	7,97%	786 126,75	-5,97%	788 092,17	0,25%
6453	Cotisations aux caisses de retraites	782 615,97	797 803,11	1,94%	830 302,92	4,07%	853 680,33	2,82%	888 106,40	4,03%	869 587,97	-2,09%	913 944,89	5,10%	959 642,13	5,00%
6454	Cotisations aux ASSEDIC	222 116,20	216 764,00	-2,41%	152 839,00	-29,49%	123 135,80	-19,43%	113 787,91	-7,59%	124 444,82	9,37%	142 303,56	14,35%	163 649,09	15,00%
6455	Cotisations pour assurance personnel	43 759,08	59 025,63	34,89%	62 882,92	6,53%	70 392,54	11,94%	73 093,26	3,84%	73 535,43	0,60%	74 759,86	1,67%	80 000,00	7,01%
6456	Versement au FNC du supplément familial	85 776,39	15 043,00	-82,46%	17 145,00	13,97%	18 157,00	5,90%	20 481,00	12,80%	20 955,00	2,31%	20 716,00	-1,14%	20 716,00	0,00%
6457	Cotisations sociales liées a l'apprentissage	2 214,00	1 939,00	-12,42%	1 160,00	-40,18%	829	-28,53%	0	-100,00%	0	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
6472	Prest. Familiales directes	14 921,67	1 482,65	-90,06%	0	#######	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
6475	Médecine du travail-pharmacie	27 187,61	27 578,28	1,44%	27 440,73	-0,50%	27 170,34	-0,99%	21 989,34	-19,07%	24 895,77	13,22%	269,35	-98,92%	300,00	11,38%
6478	Autres charges sociales diverses	0	0	#DIV/0!	14 633,36	#DIV/0!	0	-100,00%	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
64832	Contributions au fonds compensation de CPA			#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
	TOTAL	**8 590 894,40**	**8 714 457,83**	**1,44%**	**8 782 946,73**	**0,79%**	**8 808 264,54**	**0,29%**	**8 899 036,53**	**1,03%**	**9 089 725,87**	**2,14%**	**9 873 373,23**	**8,62%**	**10 780 284,57**	**9,19%**

.../...

2. Evolution et caractéristiques de l'endettement :

L'encours de dette au 1/01/2023 s'établit à 12 071 033,51 euros soit 1033,48 euros par habitant.

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Encours au 31/12	8 823	8 606	9 256	9 737	10 970	11 644	12 071
CAF	2 694	1 748	1 232	543	976	2 689	1 890
Ratio de capacité de désendettement	3,28	4,92	7,51	17,91	11,24	4,33	6,38

En termes de structure, l'encours compte :

- Emprunts à taux fixe : 67,1 %
- Emprunts à taux indexé livret A ou TAG : 32,9 %

Le tableau d'évolution de la dette est annexé au présent rapport.

Pour l'année 2023, l'annuité, sur cette base, s'élèvera à :

- Capital : 1 327 408,73
- Intérêts : 227 351,88

3. Opérations d'investissements

Globalement, la Commune escompte, pour 2023, sur un budget global annuel de 17 000 000 euros en fonctionnement et 11 millions en investissement.

En investissement, les orientations proposées sont celles retracées au tableau ci-dessous.

Il est également nécessaire d'acter le travail mené avec les autres partenaires institutionnels pour disposer d'une vision globale des actions proposées.

Ainsi :

Avec la CIVIS :

- Poursuite de la mise en place du programme Petite Ville de Demain en vue de travailler sur la transformation de la ville pour répondre aux enjeux actuels et futurs en matière sociales et économiques, pour participer à l'atteinte des objectifs de transition écologique, démographique, numérique et de développement.

- Poursuite des actions nécessaires à l'implantation d'une déchetterie sur le territoire, à la création d'une ZAE, à l'implantation de kiosques à caractère économique.

- Poursuite de la collaboration pour que la Commune continue à disposer d'un cadre environnemental correct : déchets, économies d'eau, développement de dispositifs de récupération des eaux pluviales, assainissement des eaux usées ; refoulement de l'eau vers le Tévelave.

- Poursuite de la démarche Porte de Parc et notamment sur 2023 :

.../...

- L'aménagement et la valorisation de points d'intérêts sur le Tévelave
- L'implantation de la signalétique
- L'accompagnement au développement d'activité écotouristique

Avec le Conseil Départemental :

- ✓ Récupération au maximum des arbres pour alimenter nos pépinières communales ;
- ✓ Etudes de programmation PRODEO ;
- ✓ Développement d'un projet de mise en valeur de la biodiversité sur le Tévelave ;
- ✓ Poursuite du travail engagé avec le Conseil Départemental pour la délocalisation du collège Adrien Cadet.
- ✓ Etudes trottoirs Chemin de Ligne, Chemin Kerbel, Route des Poivriers.

Avec le SIDELEC :

- ✓ Poursuite des actions menées avec le SIDELEC pour favoriser la concrétisation des actions en faveur des économies d'énergie : exemple alimentation solaire de la cuisine centrale ;
- ✓ Poursuite de l'électrification des exploitations agricoles.

Avec l'EPFR :

- ✓ Poursuite du partenariat avec l'EPFR pour maîtriser le foncier phare pour la Commune.

La Commune, pour sa part,

- ✓ Poursuit l'élaboration de la révision de son PLU ;
- ✓ Poursuit l'accroissement de l'action sociale au profit des personnes les plus défavorisées et fragilisées ;
- ✓ Poursuit son soutien au développement de l'activité économique pour la création d'emplois en encourageant des porteurs de projets à s'implanter sur le territoire ;
- ✓ Poursuit le développement du territoire en améliorant le cadre de vie des habitants ; Cette orientation passe notamment par une action sur le réseau routier, par la création d'espaces publics mais aussi par l'offre d'équipements publics.
- ✓ Les investissements communaux programmés en 2023 sont listés au document ci-joint.

.../...

Les opérations d'investissement :

	2023	2024	2025
FONCIER			
Remboursement EPFR	270 000,00	360 000,00	400 000,00
Acquis Ruelle CARMERY	300 000,00		
Acquis foncier futur collège	1 900 000,00		
Rachat de l'espace foncier EPFR (proximité lot CH. EM. Grondin)	102 000,00		
Révisions PLU	40 000,00		
SOUS/TOTAL	**2 612 000,00**	**360 000,00**	**400 000,00**
VOIRIE ET PARKING			
Etudes			
Sentier Bihel	40 000,00	600 000,00	
Sentier zézé	20 000,00	500 000,00	
Etudes désenclavement du quartier Persée		40 000,00	1 000 000,00
Jonction sur rue des Longoses	20 000,00	400 000,00	
Poursuite Etudes chemin du Cap	50 000,00		1 200 000,00
Elargissement et trottoirs chemin n°1	50 000,00		600 000,00
Etudes sentier Nénel	20 000,00	300 000,00	
Création d'un parking près du service environnement		40 000,00	
SOUS/TOTAL	**200 000,00**	**1 880 000,00**	**2 800 000,00**
Travaux			
Ruelle Carméry	1 400 000,00		
Chemin Bateau	1 150 000,00		
Chemin René Vitry	400 000,00		
Programme de mise en œuvre d'un revêtement sur l'existant (Chemin à proximité du Pont neuf, Quartier Persée, Voie longeant le service technique du Tévelave)	350 000,00		
Programme de mise en œuvre d'un revêtement sur l'existant (ruelle des Mandarines, Quartier Antoine Zettor, Chemin Bellecombe-partie haute))		350 000,00	
SOUS/TOTAL	**3 300 000,00**	**350 000,00**	
ESPACES PUBLICS			
Etudes			
Réalisation d'une aire de jeu au Tévelave (chemin Emilien Grondin)	40 000,00	500 000,00	
Réalisation d'une aire de jeux sur le Ruisseau (jeux d'eau au niveau de la Maison de quartier + cross-fit sentier des Pêcheurs)		50 000,00	500 000,00
SOUS/TOTAL	**40 000,00**	**550 000,00**	**500 000,00**

Travaux

.../...

Aire de jeu au centre- ville (contre bas gare routière),	700 000,00		
Végétalisation des murs	67 000,00		
Skate-park au Ruisseau (en contre bas de l'école)	1 289 264,00		
SOUS/TOTAL	**2 056 264,00**		
EQUIPEMENTS SPORTIFS ET ANNEXES			
Travaux			
Plateau polyvalent Ruisseau	84 000,00		
Réfection de la piste d'athlétisme	70 000,00		
Construction de l'atelier garage	160 000,00		
Récupération des eaux pluviales du Complexe Sportif	250 000,00		
Etudes et travaux réouverture sentier Deveaux	70 000,00		
SOUS/TOTAL	**634 000,00**		
BATIMENTS PUBLICS			
Etudes			
Poursuite des études Création de bâtiment administratif notamment police municipale et extension du CCAS	180 000,00	1 850 000,00	
Réalisation d'une salle polyvalente Rue Bertin		180 000,00	1 800 000,00
Poursuite des études pour la réhabilitation de l'hôtel de ville		160 000,00	2 800 000,00
SOUS/TOTAL	**180 000,00**	**2 190 000,00**	4 600 000,00
Travaux			
Rénovation thermique Ecole Paul Hermann		1 090 000,00	
Réalisation de préaux dans l'école Paul Hermann	440 000,00		
Réfection de la toiture de l'église du centre-ville	400 000,00		
SOUS/TOTAL	**1 930 000,00**	**1 090 000,00**	
GROS MATERIELS			
Acquisition d'un camion	150 000,00		
Acquisition de mobilier et équipements pour les services communaux	200 000	200 000	200 000
Acquisition véhicules	60 000,00	60 000,00	
SOUS/TOTAL	**410 000,00**	**260 000,00**	200 000,00
Remboursement en capital de la dette	**1 327 408,00**	**1 251 516,00**	**1208257**
TOTAL GEN	**11 599 672 ,00**	**7 931 516,00**	**9 708 257,00**

.../...

En recettes de subventions escomptées, pour l'année 2023, la Commune peut escompter une enveloppe globale : 5 300 000 euros

FCTVA : 1 200 000,00

FRDE : 351 395,00

Fonds de concours : 300 000,00

Taxe d'aménagement et autres fonds : 348 000,00

Remboursement ZAC : 953 158,00

Il nous faut avancer sur nos études pour pouvoir disposer des dossiers techniques et pouvoir solliciter l'octroi de subventions supplémentaires.

Dans l'immédiat, la Commune ne prévoit pas d'engagements pluriannuels.

Au regard de ces données prévisionnelles, le Conseil est invité à :

- Prendre acte du rapport sur lequel se tient le débat d'orientations,
- Débattre des orientations budgétaires du compte principal pour l'année 2023,
- Prendre acte de la tenue du débat,
- Approuver les orientations et à les fixer telles que présentées tant pour l'investissement que pour le fonctionnement.

Après discussion et débat, le Conseil Municipal, **à la majorité absolue (3 abstentions : Mme Colette ANELARD CADERBY – M. René VLODY – M. Raphaël RIVIERE par procuration)** :

- Prend acte du rapport sur lequel se tient le débat d'orientations,
- Débat des orientations budgétaires du compte principal pour l'année 2023,
- Prend acte de la tenue du débat,
- Approuve les orientations et les fixe telles que présentées tant pour l'investissement que pour le fonctionnement.

Et les membres ont signé.

Pour expédition conforme,

Le Maire

MAIRIE DES AVIRONS ★ ILE DE LA REUNION ★

Le Maire certifie que le présent document a été reçu à la Sous Préfecture de ST-PIERRE

LE 07 MARS 2023

Eric FERRERE

Publiée le : 07 MARS 2023

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de La Réunion (Tribunal administratif de La Réunion ; 27, rue Félix Guyon, CS 61107, 97404 Saint-Denis Cedex ; Tél. : 02 62 92 43 60 ; Fax : 02 62 92 43 62 ; greffe.ta-st-denis-de-la-reunion@juradm.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.